



Partenariat Burundi - Union européenne

INFRASTRUCTURES : ÉNERGIE ET TRANSPORT



1 ÉTAT DES LIEUX

Énergie

Le Burundi souffre d'un déficit chronique en matière d'énergie, spécialement électrique : la production actuelle ne permet pas de satisfaire les besoins du pays or l'énergie constitue un facteur essentiel du développement économique et social car elle permet d'améliorer les capacités de production, la croissance et la sécurité des populations qui y ont accès.

Actuellement, la consommation énergétique du pays repose essentiellement sur la biomasse en particulier le bois de chauffage et le charbon ce qui accentue la déforestation déjà très avancée dans le pays.

En 2017, seulement environ 7% des ménages avaient accès à l'électricité (dont 2% des ménages ruraux). Par ailleurs, la pénurie de compétences techniques et de gestion professionnelle affecte également les perspectives de développement du secteur de l'énergie.

Transport

Le Burundi est un petit pays enclavé très densément peuplé et il importe beaucoup de denrées de l'extérieur. Les transports y jouent un rôle essentiel pour la circulation des personnes, des services et des biens. 80% des marchandises circulantes sont transportées par route ce qui augmente leur coût. Les autres moyens de transports sont inexistantes, sous-dimensionnés ou vétustes. Sur le plan régional/extérieur, le pays dépend des investissements de transport effectués par ses voisins d'Afrique de l'Est, la Tanzanie et le Kenya et donc des ports de Dar-es-Salaam et Mombasa. De ce fait, il existe un réel effort en cours pour les routes multinationales vers les pays voisins, sur financement extérieur. Sur le plan intérieur, le réseau routier est dense (13 000 km), praticable toute l'année et relativement bien réparti. Le réseau bitumé, interprovincial et inter-régional, d'environ 1400 km est globalement en bon état. Les routes provinciales et communales en terre, elles, sont vulnérables à la saison des pluies à cause du relief accidenté. Les moyens pour entretenir ce réseau sont insuffisants et parfois mal affectés.

Réhabilitation de la RN 19



2 BESOINS

Énergie

Une des conditions préalables au développement socio-économique d'un pays pour inciter les investissements du secteur privé est la disponibilité de l'énergie et son accès. Il faut donc veiller à en assurer sa production mais également sa distribution sur le territoire.

L'amélioration de l'approvisionnement en énergie nécessite le comblement du déficit actuel avec le recours aux énergies renouvelables, notamment l'énergie hydraulique et solaire avec un réseau adapté et plus efficient. Le recours à ces énergies renouvelables est essentiel tant pour le développement même du pays que pour la protection de son environnement (réduction des gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique).

Transport

La stratégie nationale des transports du Burundi est en cours d'élaboration.

Le Plan National de Développement (PND) 2018-2027 prévoit les objectifs suivants:

- Assurer la mobilité des personnes et les échanges de biens par voie terrestre (niveau national et sous-régional).
- Développer le transport lacustre et les autres voies navigables.
- Améliorer le transport aérien.
- Améliorer la gouvernance du secteur des transports.

Pour développer le secteur, une stratégie globale et une meilleure planification des investissements permettraient de mieux cibler les besoins actuellement sous-financés (comme les routes communales, les routes pro-

vinciales, le transport lacustre, les ports et aéroports) et ne pas les concentrer uniquement sur les grands axes routiers aujourd'hui asphaltés.

Une turbine de la centrale hydro-électrique de Rwegura (2017)

Construction et mise en service de la centrale hydroélectrique de Rwegura – Fonds FED associés avec des financement du gouvernement, de la KfW, de l'AfD, du Koweït et de la BAfD – Fonds FED (1983-1986) - Participation de l'UE : 3 millions d'euros.



3 RÉPONSE DE L'UE

Énergie

L'UE a fait de l'énergie un de ses domaines principaux d'intervention. Les actions entreprises peuvent être subdivisées en trois catégories:

- **Interconnexions régionales** : l'UE finance à hauteur de 30 millions d'euros la construction d'une ligne d'interconnexion avec le Rwanda (ligne Gitega-Kigoma) et d'une ligne amenant à Bujumbura l'énergie électrique produite par un barrage en projet partagé entre le Burundi, la République Démocratique du Congo et le Rwanda (ligne Bujumbura-Kamanyola).
- **Gros œuvre** : l'UE participe à hauteur de 30 millions d'euros au financement d'un projet de construction de deux centrales hydroélectriques sur les rivières Jiji et Mulembwe et, en particulier, de leur connexion au réseau national.

- **Electrification rurale** : l'UE finance des projets d'électrification qui visent à construire/réhabiliter des mini-centrales hydroélectriques et installer des systèmes solaires autonomes. Ces projets visent l'électrification des ménages, des services de base (écoles, centres de santé, points d'eau) et des activités économiques et productives, afin de booster l'économie des populations et, en conséquence, d'en renforcer leur résilience.

Transports

Pendant ces 15 dernières années, l'UE a financé la construction et la réhabilitation de plus de 600 km de routes, dont 300 km de routes bitumées, pour un montant de plus de 170 millions d'euros : RN 4, RN 12, RN 13, RN 14, RN 19 et la voirie de Bujumbura. De plus, 300 km de pistes rurales ont été réhabilitées. Ces investissements ont encouragé d'autres acteurs et d'autres bailleurs à investir dans le secteur (Banque Africaine de Développement, Banque Mondiale, etc.).

Inauguration du pont sur la Ruzizi (14 juin 2018)

Travaux de construction d'un dalot à la frontière entre le Burundi et la RDC (RN 4) – Fonds FED 10ème FED régional (2017 – 2018) – Contrat de travaux et surveillance **950000 Euros** – Travaux réalisés par SO-GEA SATOM





Pour les prochaines années, l'UE va s'attacher à développer l'échelon régional et le financement de liaisons transfrontalières en particulier les axes reliant le pays avec la Tanzanie. La réhabilitation du port de Bujumbura est également à l'étude.

Par le passé, l'UE a souvent investi dans la construction ou la réhabilitation d'infrastructures autres que des routes ou du gros œuvre pour l'énergie: hôpitaux, centres de santé, mairies, marchés... mais ce mode d'intervention s'inscrit désormais dans le cadre de projets thématiques plus larges.

Actions les plus significatives

A. ENERGIE RURALE :

Mise en service de 4 mini-centrales hydroélectriques (2015 – 2017)

Ce projet de 1,47 million d'euros visait l'électrification de plusieurs zones au Burundi à travers la mise en service de 4 petites centrales hydrauliques pour l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales.

La réhabilitation de ces petites centrales a permis la production totale de 466,2 kW par an : 62.2 kW à Kigwena; 24 kW à Ryarusera; 200 kW à Butezi; 180 kW (dont 40kW par des panneaux solaires à la microcentrale de Nyabikere).

Le réseau électrique connecté aux 4 centrales a fourni un accès à l'électricité à :

- 5 écoles primaires, secondaires et techniques
- 267 activités commerciales
- 8 236 ménages abonnés
- 6 usines



Le même projet a amélioré l'accès à l'énergie électrique pour :

- 1 hôpital et 6 centres de santé
- 4 paroisses
- 26 écoles primaires, secondaires et techniques
- 23 activités commerciales
- 487 ménages individuels
- 1 usine

B. RÉHABILITATION DE LA ROUTE RN4 ET CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RUSIZI (2015-2018)

Pour promouvoir le commerce et l'intégration économique régionale, l'UE finance pour un montant total de 10 millions d'euros la réhabilitation des 16 km de la Route nationale 4 (RN4) qui relie Bujumbura à la frontière avec la République Démocratique du Congo (RDC) ainsi que le pont sur la Rusizi.

La RDC représente 28% des exportations du Burundi, soit plus de 400 millions USD, principalement du savon,




de l'huile de palme, des jus et fruits tropicaux, des produits manufacturés, des produits pétroliers, des intrants agricoles, du sucre, de la farine de maïs, de la bière et du poisson. L'essentiel de ces exportations, destinées aux centres de consommation de l'est de la RDC, passe par la RN 4, principale liaison terrestre entre les 2 pays.


C. MARCHÉS PÉRIPHÉRIQUES (2016-2017)

Il s'agissait d'un projet de 5 millions d'euros décidé dans l'urgence pour soutenir la relance de l'activité économique à Bujumbura, redynamiser les circuits commerciaux, relocaliser les petits commerçants, après l'incendie du marché central de Bujumbura en janvier 2013. 7 marchés localisés dans des quartiers périphériques de la capitale ont ainsi fait l'objet de travaux et d'une mise aux normes pour l'hygiène et la lutte anti-incendie. Aujourd'hui, ces marchés ont progressivement recommencé à fonctionner.

LISEZ NOS AUTRES BROCHURES THÉMATIQUES POUR DÉCOUVRIR LES COLLABORATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE AVEC LE BURUNDI.

 <https://eeas.europa.eu/burundi>

 @UEauBurundi

 <https://facebook.com/unioneuropeenneauburundi>

